

KIRTON, John J. et George M. von FURSTENBERG (dir.). *New Directions in Global Economic Governance. Managing Globalisation in the Twenty-First Century*. Adelshot, Brookfield, USA, Ashgate, 2001, 364 p

Joseph Maïla

Volume 33, numéro 3, 2002

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/704460ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/704460ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Maïla, J. (2002). Compte rendu de [KIRTON, John J. et George M. von FURSTENBERG (dir.). *New Directions in Global Economic Governance. Managing Globalisation in the Twenty-First Century*. Adelshot, Brookfield, USA, Ashgate, 2001, 364 p]. *Études internationales*, 33(3), 587–589. <https://doi.org/10.7202/704460ar>

suffisant. Les idées développées dans ces articles ne sont pas toujours en adéquation les unes par rapport aux autres. Globalement, les auteurs semblent plutôt confiants sur le potentiel d'action et de réaction du G7. Un ouvrage à lire pour comprendre les fondements des crises financières internationales.

Jacques FONTANEL

Espace Europe

Université Pierre Mendès France, Grenoble.

**New Directions in Global
Economic Governance.
Managing Globalisation
in the Twenty-First Century.**

KIRTON, John J. et George M.

*von FURSTENBERG (dir.). Adelshot,
Brookfield, USA, Ashgate, 2001, 364 p.*

Dans ce volume dense et de très bonne facture analytique, les auteurs ont rassemblé des études qui pointent les transformations affectant le système économique et financier planétaire et les nouvelles tendances en matière de gouvernance au plan de la globalisation économique. En réalité, ce sont les différents sommets des G7-G8 qui retiennent en priorité l'attention des chercheurs dont les études rassemblées tentent de dessiner les logiques à l'œuvre dans les réunions économiques au sommet en matière de régulation de l'ordre économique mondial.

Trois grandes parties et une conclusion structurent l'ouvrage. La première partie regroupe des études ayant trait aux nouveaux défis lancés à la gouvernance économique globalisée. D'emblée, N. Bayne, dans un chapitre 2, rappelle l'histoire des sommets de 1975 à celui d'Okinawa en juillet 2000 et dresse l'inventaire des nouveaux

défis économiques à partir d'une évaluation du sommet d'Okinawa du G8 en juillet 2000. On notera qu'outre les problèmes classiques ayant trait à la libéralisation, à la libre circulation des biens et à la baisse des barrières douanières et tarifaires, c'est un ensemble de problèmes nouveaux qui sont posés. Ces nouvelles questions proviennent soit de l'évolution technologique et partant du nouvel ordre international de l'information, soit des dysfonctionnements d'un libéralisme qui génère désordres mafieux et trafics en tous genres. Il ne faut pas oublier non plus le statut et la place des pays en voie de développement et leur appréhension craintive de la mondialisation. Ces évolutions ne manquent pas de se répercuter sur un plan pratique. Ainsi, en va-t-il au plan des affaires, notamment de l'e-business et du commerce électronique qui sont envisagés par T. Lawton (chap. 3). Le rôle prépondérant des États-Unis dans la mise en place de règles en la matière d'économie de l'information est souligné par M. Mastroeni (chap. 4). Une autre étude met en exergue le thème de la transparence qui est désormais suscité à chaque progrès technologique ainsi qu'à chaque fois que des procédures financières – avec les potentielles dérives qu'elles recèlent – sont mises en place (M. von Furstenberg ; chap. 5).

La deuxième partie de l'ouvrage est plus financière. Dans un intéressant développement, S. Dallaire s'exerce à montrer que lesdites « nouvelles orientations en matière de gouvernance financière globale » restent inchangées. En dépit de la crise financière des années 1997-1999, le credo du FMI et du G7 demeure le même : la croyance dans un libéralisme porteur de développement

et l'idée que les ajustements structurels sont de bonnes conditions de sortie de la pauvreté. Les préoccupations sociales qui peuvent se manifester comme, par exemple, au sommet du G7 à Cologne en 1999, sur la dette des pays les plus pauvres, ne changent rien en profondeur quant aux orientations fondamentales et à l'approche des questions économiques mondiales (chap. 6). Deux études plus centrées sur l'Asie apportent un éclairage centré sur des réalités plus particulières. La première montre comment Tokyo utilise le G 7 comme un forum pour mettre en avant ses priorités nationales et régionales en évitant une confrontation directe avec les États-Unis. S. Kateda estime ainsi que le Japon a pu dans ce cadre obtenir une certaine régulation du mouvement des capitaux à court terme, qui menaçait sa stabilité boursière à Cologne, qu'il n'aurait pas pu obtenir autrement ou ailleurs et surtout pas par le biais d'une approche bilatérale (chap. 7). La seconde étude est plus centrée sur l'économie régionale en Asie où le Japon paraît soucieux d'organiser une coopération régionale plus cohérente et plus structurée institutionnellement (chap. 8). Ouvrant une perspective originale, J. Kirton considère positivement l'expérience d'un élargissement de la concertation. Ainsi l'expérience du G20, tentée à Montréal en 2000, souligne le caractère à la fois ouvert, réaliste et efficace d'une communauté de décision plus globale qui oblige à tenir compte des traditions et d'intérêts plus nombreux et plus variés dans l'approche et la définition de la gouvernance (chap. 9).

La troisième partie est consacrée au commerce international. N. Bayne

pointe la formidable évolution du commerce international, du Tokyo Round (1975-1978) à Marrakech et Seattle (1994-2000), qui a sérieusement ébranlé les barrages protectionnistes installés par les nations. Reste que, pour l'avenir, l'agenda paraît lourd et plein d'embûches. Il y a comme une radicalisation dans la mondialisation. Bayne propose que l'ouverture la plus grande se fasse en direction des pays en voie de développement pour qu'ils puissent faire entendre leur voix (chap. 10). De fait, H. Cohn, qui s'intéresse au cadre institutionnel de la coopération économique, souligne le changement notable qui est survenu ces dernières années. Ainsi, des organisations comme celles du Groupe des 77, ou de la CNUCED ont perdu de leur importance et comme leur caractère de forum pertinent et reconnu. D'autres comme l'OCDE ou le GATT/OMC ou le G7 auront été marquées par une nette affirmation de puissance du Nord sur le Sud, en dépit du déclin relatif de la part des États-Unis dans le commerce international et de l'émergence de l'OMC comme organisation internationale. Globalement, le Nord reste influent au sein de l'OMC alors que son intérêt bien compris serait de procéder à plus de partage de son pouvoir avec les pays en voie de développement (chap. 11). Enfin un dernier chapitre pointe la nécessité de stimuler les échanges après Seattle. H. Ullrich revient sur l'échec de Seattle et propose que désormais les pays des G7-G8 aient le courage de s'adresser à leurs sociétés civiles pour faire avancer la communication entre peuples et gouvernements (chap. 12). On ajoutera qu'après l'échec de Gênes, ce mot d'ordre est encore plus d'actualité.

L'ouvrage de Kirton et von Furstenberg met en avant les formidables transformations à l'œuvre au plan économique global. La révolution induite par les technologies de l'information et de la communication oblige à une régulation au niveau global. Dans cette perspective, la présentation d'un ensemble essentiel de dossiers relatifs aux problèmes de la gouvernance économique globale est un bon service rendu aux étudiants, aux chercheurs et aux professionnels, d'autant plus qu'on trouve une partie intéressante d'annexes incluant des documents. On regrettera simplement que l'option prise pour le libéralisme ait laissé au second plan des problématiques de développement économique moins inspirées par la seule logique du marché.

Joseph MAILA

Faculté de sciences sociales et économiques
Institut Catholique de Paris

The Global Century. Globalization and National Security.

KUGLER, Richard L. et Ellen L. FROST
(dir.). 2 volumes, Washington, *Institute
for National Strategic Studies, National
Defense University*, 2001, 1124 p.

La fin de la guerre froide a donné naissance à l'émergence d'une nouvelle architecture internationale. Dans ce contexte, la globalisation est apparue comme l'enjeu majeur à l'entrée du nouveau millénaire. Le nouveau système émergent est basé sur une économie globale. Cette donne conduit les observateurs et les décideurs à revoir les schémas traditionnels hérités de la période de la guerre froide. Le système global met à nu

l'artificielle frontière entre, d'une part, les politiques domestique et étrangère des États-nations et, d'autre part, entre leur sphère économique et leur sécurité nationale.

Prenant conscience de l'impact crucial de cette nouvelle donne sur l'avenir des questions de sécurité internationale, le ministère américain de la Marine a chargé l'Université de Défense nationale d'étudier la globalisation. Ce projet consistait à mieux comprendre et cerner ses éventuelles conséquences pour la sécurité nationale des États-Unis comme seule superpuissance ainsi que le rôle dévolu aux forces armées américaines au cours du 21^e siècle. Dans ce cadre, l'Institut des études stratégiques a réuni un groupe de cinquante et un chercheurs et analystes américains et étrangers. Ces experts proviennent du monde universitaire, des sphères gouvernementales, des affaires, des médias et des systèmes de l'information. Le fruit de ce débat multidisciplinaire est renfermé dans le livre recensé ici.

Cet ouvrage consacré à la question de la globalisation, est divisé en deux volumes. Le premier volume porte sur l'impact de la globalisation sur les affaires internationales et la sécurité nationale, et le second examine ses tendances globales et régionales et les politiques à adopter à leur égard. Le premier volume est divisé en trois parties. Précédée d'un chapitre d'introduction, la première partie comportant cinq chapitres, traite des implications stratégiques de la globalisation pour la politique des États-Unis. La deuxième partie comptant dix chapitres, étudie les priorités émergentes pour la politique étrangère et la sécurité nationale des États-Unis.